

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 3 (1894)
Heft: 39

Artikel: A quoi bon?
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-522905>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

kommission von Luzern, Vierwaldstättersee und Umgebung in unserem Blatte zu publizieren. Bei diesem Anlasse bemerken wir, dass unsere Zeitung ein Sprechsaal für jedermann ist und wir für Einsendungen keine Verantwortlichkeit übernehmen. Wie die Verkehrskommission richtig andeutet, ist die fortwährend sich steigende Besucherzahl der Schweiz (besonders durch Engländer und Amerikaner) der kräftigste Beweis für die vielen Vorzüge, welche der Aufenthalt in diesem Lande in jeder Richtung bietet. Die Ausstattung der Hotels und die Verpflegung sind vortrefflich und stehen in erster Linie, wenn wir einen Vergleich mit andern Ländern ziehen. Ein grosser Vorzug der Schweiz liegt auch in ihren klimatischen Verhältnissen, die für Gesunde und Kranke mit Berücksichtigung der verschiedenen Höhenlagen gleich wohlthätig wirken. Sonnige, vor rauhen Winden geschützte Täler, stille Seen mit romantischen Gestaden wechseln mit Hügeln und Bergen, welche von der stärkenden Alpenluft umwogen sind, und alle diese reizenden Punkte und Gesundheitsstationen sind von den Verkehrszentren in wenigen Stunden mit Leichtigkeit zu erreichen.

Jede Klimaart ist sozusagen in der Schweiz vertreten, und der Tourist hat nur die Auswahl zu treffen, und deshalb freut es uns, wenn diese kleine Republik noch viele Jahre das beliebteste Wanderziel für alle bleibt, welche einen angenehmen Europa-Aufenthalt machen wollen.*

A quoi bon?*)

C'était il y a deux ans que, sous l'impression de la navrante catastrophe de Grindelwald dans laquelle 120 employés d'hôtels perdirent tout ce qu'ils possédaient, nous avions proposé que la Société suisse des Hôtelières s'efforçât de faire adopter par ses membres l'assurance des effets de leur personnel. Les motifs à l'appui de notre proposition étaient les suivants: lorsqu'un incendie éclate dans un hôtel, tout employé a le devoir moral de sauver en première ligne les voyageurs et leurs effets, ainsi que les objets appartenant à son patron; la conséquence logique de ce devoir moral est que l'employé doit en cas de sinistre faire le sacrifice de ses propres effets; en outre les chambres d'employés sont le plus souvent les moins accessibles, parce qu'elles se trouvent aux étages supérieurs; bien que la perte ne soit, matériellement parlant, pas toujours très considérable, il n'en est pas moins certain que dans les incendies l'employé subit un dommage éminemment plus notable que le voyageur; il ne lui reste généralement que ce qu'il porte sur soi.

Comme on pouvait à bon droit s'y attendre, l'Assemblée générale de la Société des Hôtelières d'octobre 1892 approuva la proposition dont il s'agit et chargea le Comité „de se mettre en rapport à cet effet avec les Compagnies d'assurance, de tenter d'obtenir les meilleures conditions possibles et de les recommander au bon accueil des sociétaires, ceux-ci demeurant libres d'en faire l'usage qui leur conviendrait“.

Conformément à cette résolution, on engagea avec la „Baloise“, Compagnie d'assurance contre l'incendie, des pourparlers qui aboutirent à un résultat satisfaisant. La „Baloise“ se chargea de faire à ses frais les démarches ultérieures auprès des sociétaires, c'est-à-dire de leur transmettre les documents, polices, etc. dressés par elle, accompagnés d'un pressant appel de la Société. Tout était donc parfaitement combiné, il ne suffisait plus, de la part des sociétaires, que d'un peu de bonne volonté et de quelques traits de plume pour mener à bonne fin cette importante question. Ceux qui se berçaient d'un tel espoir, avaient toutefois compté sans la nonchalance et l'indifférence des intéressés; en effet le scepticisme le plus incarné n'aurait même pu s'imaginer que le résultat de ces tendances philanthropiques serait en réalité aussi pitoyable.

Le sinistre de Beatenberg, qui oblige de nouveau à recourir à la charité publique pour couvrir les pertes éprouvées par le personnel de l'hôtel, a remis sur le tapis toute la question de l'assurance; notre premier soin a été de nous enquérir jusqu'à quel point les efforts du Comité et de la „Baloise“ avaient été couronnés de succès. Pour ceux que cela concerne, nous avons honte de l'avouer, mais finalement nous ne pouvons nous taire. Un, nous disons *un seul* membre s'est déterminé à faire bénéficier ses employés de l'assurance. Ainsi donc la question en est au même point qu'il y a deux ans, avec cette différence seulement que les facilités concédées par la „Baloise“ subsistent et que l'occasion perdue peut être rattrapée sans beaucoup de peine. Nous avouons carrément que nous-même nous n'aurions pas organisé de collecte en faveur des employés de Beatenberg, et ce à cause du principe et non point parce que ces malheureux nous semblent moins dignes de pitié. Quand on sait qu'il suffirait d'une somme annuelle relativement minime pour assurer contre l'incendie les objets indispensables à tout employé et que ce tout petit sacrifice n'est pas même fait, la charité tend alors à se détourner, malheureusement aux dépens des employés.

En ce qui regarde spécialement l'hôtel Victoria à Beatenberg, la non-assurance des effets du personnel

*) Retardé involontairement.

s'explique jusqu'à un certain point, car la gérante même n'avait assuré ni son mobilier ni ses provisions, négligence qui lui coûte cher (ce qu'elle n'a que trop mérité), car la pauvre femme est dange-reuse malade d'effroi et de chagrin.

Nous pouvons cependant admettre avec certitude qu'à côté de l'„Unique“ que la „Baloise“ a sur sa liste relative à la convention entre elle et la Société des Hôtelières, un certain nombre d'hôtels, mais dans tous les cas la minorité, ont dans leur police un montant relatif aux effets de leurs employés. Nous ne pouvons guère croire que cette réserve soit dictée par des raisons d'économie, car les primes, relativement modiques et variables naturellement selon la position et le type de construction de l'hôtel, n'entrent pas plus en ligne de compte dans un établissement travaillant avec 50 ou 100 employés que dans un petit hôtel dont le personnel se limite à 5 ou 10 personnes; d'ailleurs cette dépense trouve amplement sa compensation dans le sentiment d'avoir accompli un acte d'humanité et, disons-le aussi, d'avoir rempli un devoir moral.

Nous le répétons, l'échec éprouvé par les aspirations de notre Société est dû uniquement à la nonchalance et à l'indifférence des membres; c'est pourquoi l'observation d'un des donateurs pour Beatenberg, qui accompagnait l'envoi de son obole, n'est selon nous, nullement déplacée; la voici: „Si les sociétaires avaient répondu à l'appel qui leur a été fait au sujet de l'assurance des effets de leur personnel, il ne serait pas besoin aujourd'hui de mendier en faveur des malheureux de Beatenberg“.

Nous trouvons absolument injustifiées et injustifiables les collectes qu'on organise à ces occasions parmi les étrangers résidant dans des contrées et des hôtels fort éloignés du lieu du sinistre.

Nous ne voulons pas terminer cette épitre quelque peu verte sans rappeler et recommander à ceux que cela concerne la convention passée entre le Comité et la Baloise, d'autant que les conditions de cette Compagnie sont très acceptables et accessibles à toutes les bourses.



Der Telefonverkehr zwischen Berlin und Bremen, sowie zwischen Köln und Hamburg wird nach amtlicher Mitteilung des „Reichs-Anzeiger“ am 1. Oktober eröffnet. Die Gebühr für ein einfaches Gespräch bis zur Dauer von drei Minuten beträgt 1 Mark.

Frankreich. Die Weinlese ist in Südfrankreich abermals sehr günstig ausgefallen und der Güte nach wenigstens der letztjährigen fast ebenbürtig. Dagegen wollen die Trauben in den Weinbergen von Mittelfrankreich und Burgund bei der vorherrschenden kühlen Witterung nicht recht reif werden und man sieht mit Bangen der Weinlese entgegen.

Der schweizerische Wirtverein hatte ursprünglich beabsichtigt, an der Landesausstellung in Genf eine Fachausstellung zu organisieren. Da nun aber das Ausstellungskomitee für den hierfür benötigten Raum von 500 Quadratmetern Fr. 15,000 Platzmiete verlangt und wohl eine ebenso grosse Summe für die Installation gerechnet werden muss, beantragt die Direktion der Delegiertenversammlung, das Projekt in Anbetracht der allzuhohen Kosten fallen zu lassen. Die Delegiertenversammlung ist auf den 9. Oktober nach St. Gallen einberufen.

New-York-Berlin. Der Bau einer Eisenbahn von New-York bis Berlin wird, laut Stangens „Reisezeitung“ von einer amerikanischen Gesellschaft geplant. An die bereits bestehende Eisenbahnlinie von New-York nach Chicago würde ein Anschluss nach Alaska herzustellen sein. Es müsste dann die Behringsstrasse überbrückt oder ein Tunnel unter derselben hergestellt werden. Von Wladivostock bis St. Petersburg kann die bereits bestehende russische Bahn zum Teil benutzt werden. Die Träger dieser grossen Idee glauben, dass man nach Vollendung dieses Planes von New-York bis St. Petersburg in einer Tour, ohne Umsteigen, wird fahren können.

Weltpostverkehr. Berichtigung. Die einem deutschen Blatte entnommene und in letzter Nummer gebrachte Notiz, dass seit dem 1. August gewöhnliche Postkarten nicht mehr, wie bisher, unter Aufklebung einer zweiten 5 Cts.-Marke für den Weltpostverkehr benutzt werden dürfen, ist dahin zu berichtigen, dass dies nicht auf die Schweiz, sondern vermutlich nur auf den Postverkehr Deutschlands nach dem Auslande Bezug hat. Wir waren der irrigen Ansicht, dass solche postalische Neuerungen — Verbesserungen könnte man sie wohl nicht nennen — jeweiligen auf Gegenseitigkeit zwischen dem dem Weltpostverein angehörenden Ländern beruhen, sobald es sich um Änderungen im internationalen Verkehr handle. Wir haben diese Angelegenheit der Postdirektion in Basel unterbreitet, welche sofort an kompetenter Stelle Anfrage halten und uns dann in dem Fall setzen wird, die Notiz genau richtig stellen zu können.

Etwas für den lebenswürdigen Pariser-Korrespondenten des „New-York Herald.“ Wir lesen in der „Kölnischen Volkszeitung“ unter dem Titel „Restaurationspreise in Bayreuth:“ „Ein Coburger Herr, der die bisherigen Aufführungen im Bayreuther Wagner-Theater besucht hat, teilt einem dortigen Blatte

mit, dass in einem neuen feinen Restaurant, welches ein Berliner Wirt dort eingerichtet hat, ein Teller Suppe 1 Mk. 50 Pfg., zwei Eier 2 Mk., ein Beefsteak 4 Mk., ein Huhn 8 Mk. gekostet habe, und dass diesen Preisen entsprechend auch die Bier- und Wein-Preise gewesen seien. Von diesem Restaurant, dem die Bayreuther gar bald den bezeichneten Spottnamen „Unter uns“ gegeben haben, wird noch Folgendes erzählt: Ein Bäuerlein habe auf Bestellung dorthin einen Sack Kartoffeln geliefert, und um etwas zu verzehren, habe er, der natürlich die Preise nicht gekannt, sich einen Teller Suppe und ein Glas Bier geben lassen. Nachdem er dies genossen, habe er fortgewollt und nach dem Geld für seine Kartoffeln gefragt. Da habe man ihm geantwortet, jetzt sei er noch 50 Pfg. schuldig. Der Bauer sei mit dieser Ausgleichung selbstverständlich nicht einverstanden gewesen und schliesslich zur Polizei gegangen. Was diese ihm für einen Rat gegeben, hat man nicht erfahren.“

Internationaler Briefverkehr. Auf Anregung der Kaufmännischen Gesellschaft Zürich hat der Vorort des schweizerischen Handels- und Industrievereins schon vor einiger Zeit eine motivierte Eingabe an das schweizerische Postdepartement gerichtet, dahin gehend, es möchte dasselbe die Frage der Aufhebung der Gewichtsklassen im Briefverkehr mit dem Ausland wohlwollend prüfen, und wenn von ihm das Bedürfnis einer Aenderung und die Möglichkeit einer solchen anerkannt werde, den Staaten, bei denen eventuell auf Entgegenkommen gerechnet werden könnte, Verhandlungen auf der Grundlage eines Einheitsportosatzes von 25 Rappen für Briefe bis auf 250 Gramm vorschlagen. Der Vorort habe bei den Handel und Industrie vertretenden Körperschaften in Berlin: Deutscher Handelstag und Wien: Handels- und Gewerbekammer für Oesterreich unter der Enns, sondiert und von denselben die Zusicherung bekommen, dass man ein Vorgehen der Regierungen in diesem Sinne lebhaft begrüssen und unterstützen würde. Den schweizerischen Handelsstand und das korrespondierende Publikum überhaupt würde das Departement damit zu grossem Dank verpflichtet, schliesst die Eingabe.

Der Weltpostverein würde einer solchen Ermässigung nicht im Wege stehen, indem die einzelnen Staaten freie Hand haben, für den Verkehr unter sich Erleichterungen zu schaffen, das Deutsche Reich und Oesterreich-Ungarn haben sich bekanntlich für den Briefpostverkehr zu einem einheitlichen Gebiet vereinigt.

Die Ueberproduktion der Schweiz an Bergbahnen. Der Schriftsteller Ludwig Hartmann lässt gegenwärtig in der „Dresdner Ztg.“ ein Feuilleton „Reisewege in der Schweiz“ erscheinen und kommt darin zu dem Schlusse, dass es der zunehmenden Zahl schweiz. Bahnen zuzuschreiben sei, wenn z. B. der Rigi, von wo aus Hr. Hartmann seinen Brief datiert, nicht mehr so stark besucht sei, wie früher. „Bei uns daheim“, liest man da, „in der sächsischen Schweiz, ist vielleicht in Bezug auf Erschliessung der Naturschönheiten zu wenig geschehen. Noch nicht eine Bergbahn hat das industriereichste und von der Natur verschwenderisch bedachte Königreich Sachsen, weder im Erzgebirge, noch in der Lausitz, noch im Sandsteinzug der Elbe. Aber die Schweiz hat umgekehrt zu viel des Segens, und über kurz oder lang sind eine Menge zerstörter Existenzen die Folgen. Den einheimischen Berg- und Pferdeführern haben die Zahnradbahnen das Brot genommen, denn als Bahnwärter kann man nur wenige anstellen. Nun macht die Bahn bankerott — was wird dann? Die Aktionäre verlieren ihr Geld, und das Bedauern für sie ist doch nur gering, im Verhältnis zu dem Niedergang der Existenzen im Bauernstande. Verkrachte Bahnen, überflüssige mittellose Pensionen, und eine verarmte Bevölkerung machen keinen verlockenden Eindruck. Das sollte die Schweiz bei Konzessionserteilungen noch jetzt beherzigen. Früher als man zu Fuss ging und die prachtvollen heiteren Seesdampfschiffe die Fremden fuhren, war das Reisen viel fröhlicher als nun, wo das fremde Kapital alle Ufer und Berge beschient, um die Menschheit „rasch“ zu befördern. Wie der Schreiber dieser Zeilen die Schweiz und die Schweizer liebt, ist dem Leser bekannt. Gerade aber weil die „Dresdner Ztg.“ einigen Einfluss hier besitzt und ganz genau gelesen wird, gebeut die Pflicht zu sagen: des Segens ist nun genug, man höre mit Bahngründungen und Hotelbauten endlich auf.“ Ja, recht hat Herr Hartmann, aber —

Weinfässer aus Papier denkt man jetzt in Frankreich anzuwenden, um den voraussichtlich sehr grossen Ertrag des diesjährigen Weinernte bergen zu können. So gross bekanntlich die Weinproduktion Frankreichs auch ist, so ist die Fassfabrikation daselbst eine durchaus ungenügend entwickelte und kennt man solche grosse, nur mit Maschinen arbeitende Fassfabriken wie sie Amerika hat, daselbst nicht, obgleich sich deren Anlage doch wohl lohnen dürfte. Nun aber hat man, einer Notiz vom Patent- und technischen Bureau von Richard Lüders in Görlitz nach, Verbindungen mit einer englischen Firma angeknüpft, welche aus Papierstoff gefertigte Fässer zu sehr billigen Preisen liefert, die ebenso widerstandsfähig wie Holzfässer sein und den Wein nicht im geringsten benachteiligen sollen.